

Veille informative pour la conférence de rédaction Etoile du 6 juillet 2022

Apprentissage

[La Cour des comptes appelle à définir "une stratégie nationale" pour l'alternance](#) : L'essor de l'alternance porté par la réforme de 2018 et renforcé par les aides à l'embauches instaurées en juillet 2020 n'apporte pas suffisamment de réponses aux jeunes fragilisés, aux entreprises qui font face à des difficultés de recrutement et aux besoins des territoires. C'est le constat dressé par la Cour des comptes dans un rapport assorti de dix recommandations dont plusieurs destinées à résoudre le déficit du système.

[Olivier Dussopt annonce une baisse de 10 % des niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage](#) : Le ministre du Travail a dévoilé la baisse des coûts contrats d'apprentissage votée par une majorité de membres du conseil d'administration de France compétences le 30 juin. Une première diminution de 5 % au 1er septembre sera suivie d'une seconde au 1er avril 2023.

[Apprentissage et contrats de professionnalisation : deux décrets prévoient le prolongement des aides et l'élargissement des bénéficiaires](#)

Le premier texte acte le prolongement de six mois, soit jusqu'au 31 décembre 2022, du "montant dérogatoire accordé au titre de l'aide unique aux employeurs d'apprentis, ainsi que l'aide exceptionnelle versée aux employeurs d'apprentis et de salariés en contrat de professionnalisation".

Le deuxième texte modifie de son côté "les conditions d'éligibilité à l'aide à l'embauche de certains demandeurs d'emploi en contrat de professionnalisation" en élargissant le bénéfice de cette aide aux embauches intervenant "à l'issue d'une préparation opérationnelle à l'emploi individuelle ou d'une action de formation nécessaire à l'acquisition des compétences requises pour occuper un emploi correspondant à une offre déposée par une entreprise auprès de Pôle emploi.

Compétences qualifications

[Comment construire le dispositif d'évaluation des compétences de ses certifications ?](#) La qualité de l'évaluation représente un élément déterminant pour l'enregistrement d'une certification aux répertoires nationaux. Lors de sa Master class organisée en partenariat avec France compétences le 28 juin, Centre Inffo décrypte les attendus de l'instance de régulation.

Politique emploi

[Aides à la formation préalable à l'embauche : les modalités d'application réactualisées](#) : Préparation opérationnelle à l'emploi individuelle (POEI) et Action de formation préalable au recrutement (AFPR), ces deux dispositifs complémentaires d'aide au développement des compétences des demandeurs d'emploi et des salariés en contrat d'insertion permettent de financer une formation préalable à l'embauche. L'aide financière est attribuée à l'employeur qui s'engage à recruter le demandeur d'emploi ou le salarié en contrat d'insertion, après une période de formation, et qui a "atteint le niveau requis".



Politique régionale

[Des appels à projets régionaux pour soutenir la formation dans les tiers-lieux](#) : Le ministère du Travail, Régions de France et l'ANCT lancent la publication du cadre national de "Deffinov Tiers-lieux" en soutien à la formation dans les tiers-lieux. Dotée d'un budget de 50 millions d'euros, cette initiative cherche "à rapprocher les écosystèmes de la formation et des tiers-lieux pour qu'ils proposent des projets favorisant la diversification des lieux de formation [...]; l'émergence de solutions et d'approches pédagogiques innovantes [...] ainsi que la logique de mutualisation des ressources pédagogiques [...]".

VAE

[Les Transitions Pro reprennent le financement de la VAE](#) : Le ministère du Travail autorise le réseau des Transitions Pro à reprendre le financement de la VAE depuis le 1er juin. Cette nouvelle expérimentation devrait permettre aux partenaires sociaux d'aller plus loin dans la valorisation de cette deuxième voie à la certification professionnelle en l'articulant avec les projets de transition professionnelle (PTP).